

2. LES AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DE L'ÉDUCATION

Quels facteurs incitent la société à investir dans l'éducation ?

- Tout comme le rendement financier individuel, les bénéfices pour les finances publiques sont plus importants lorsque les personnes sont diplômées de l'enseignement supérieur que lorsqu'elles le sont du deuxième cycle du secondaire.
- En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le rendement public net d'un investissement dans des études supérieures est de plus de 100 000 USD pour un homme – soit près de trois fois le montant de l'investissement public – et de plus de 52 000 USD pour une femme.
- Dans les pays de l'OCDE, l'investissement dans une formation supérieure représente, en moyenne, plus de 92 000 USD chez les hommes. Ce montant comprend les coûts publics et privés.

Description

Les retombées économiques de la formation ne concernent pas uniquement les individus, mais aussi les pouvoirs publics à travers des recettes fiscales supplémentaires et des dépenses moindres en matière d'aide sociale lorsque les diplômés entrent sur le marché du travail. Ces revenus publics, qui tiennent également compte du coût de la formation pour les finances publiques, offrent une perspective supplémentaire sur les retombées globales de l'éducation. Dans le même temps, il convient de les étudier dans le contexte plus large des avantages que l'amélioration des niveaux de formation procure à la société et à l'économie.

Résultats

Dans les pays de l'OCEE, le rendement public net d'un diplôme de fin d'études secondaires ou postsecondaires non supérieures s'élève, en moyenne, à 36 000 USD pour un homme et à environ 14 000 USD de moins pour une femme, sur la durée de leur carrière. Le rendement public de l'investissement est positif pour les hommes dans tous les pays, sauf en Estonie ; et pour les femmes, dans tous les pays sauf en Corée, en Estonie et en Israël. Le rendement public net dépasse, pour un homme, 70 000 USD en Autriche, en Irlande et au Royaume-Uni. Le rendement public représente, en moyenne, le double environ du coût public total d'une formation dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou l'enseignement postsecondaire non supérieur, tant chez les hommes que chez les femmes.

Le rendement public d'une formation dans l'enseignement supérieur est nettement plus élevé, ce qui s'explique en partie par le fait que les individus prennent à leur charge une plus grande part de l'investissement. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le rendement public net de l'investissement dans une formation dans l'enseignement supérieur est supérieur à 100 000 USD chez les hommes et à 52 000 USD chez les femmes. Les bénéfices publics représentent, en moyenne, le quadruple des coûts chez les hommes et plus du double des coûts chez les femmes. En Hongrie, le rendement est 14 fois supérieur au montant investi par les pouvoirs publics dans la formation d'un homme dans l'enseignement supérieur.

Les coûts de l'éducation à la charge du secteur public comprennent les dépenses publiques directes au titre des établissements d'enseignement (telles que la rémunération des enseignants), les transferts aux entités privées et les pertes fiscales dues au manque à gagner des individus préférant étudier que travailler. Côté bénéfices, le secteur public tire profit de l'investissement dans l'éducation : lorsque les salaires sont plus élevés, les cotisations sociales et l'impôt sur le revenu augmentent, tandis que les prestations sociales diminuent (notamment les alloca-

tions d'aide au logement et les aides sociales qui ne sont plus versées au-delà d'un certain niveau de revenus). Mais, en réalité, l'élévation du niveau de formation génère une gamme plus étendue – mais aussi plus complexe – d'effets positifs. Les individus plus instruits ont, par exemple, tendance à être en meilleure santé, ce qui réduit le budget public des soins de santé. De plus, les revenus du travail augmentant généralement avec le niveau de formation, les individus plus instruits consomment davantage de biens et services, ce qui accroît les bénéfices économiques.

Ajouté au manque à gagner public en termes d'impôt sur le revenu et de cotisations sociales, le coût global de l'investissement public (calculé sur la base des coûts directs et des coûts indirects) pour un individu de sexe masculin ayant une formation de niveau supérieur s'élève, en moyenne, à 36 000 USD dans les pays de l'OCDE. Ces coûts dépassent 50 000 USD en Allemagne, au Danemark, en Finlande, en Norvège, aux Pays-Bas et en Suède. Le coût global de l'investissement public ne représente pas plus de 15 000 USD en Corée et en Turquie.

Définitions

Les retombées économiques de l'éducation sont mesurées par la valeur actuelle nette. Dans les calculs, les coûts publics comprennent le manque à gagner fiscal pendant les années d'études et les dépenses publiques. Le taux d'actualisation de 3 % retenu dans l'analyse exposée ici est proche du taux d'intérêt associé dans des conditions normales à un investissement dans des obligations d'État dans la plupart des pays de l'OCDE. Le taux utilisé dans cette édition est inférieur au taux de 5 % utilisé dans l'édition 2009 de *Regards sur l'éducation*. La modification du taux d'actualisation a un impact important sur la valeur actuelle nette de l'éducation, dont il y a lieu de tenir compte lors de la comparaison des résultats entre ces deux éditions.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Pour en savoir plus

Des informations et des notes complémentaires, ainsi qu'une explication détaillée des sources et des méthodes, sont disponibles dans l'édition 2012 de *Regards sur l'éducation* (indicateur A9).

Parmi les domaines couverts figurent :

- Les taux de rendement public pour un individu diplômé de l'enseignement supérieur, dans le cadre de la formation initiale.
- Les taux de rendement public pour un individu diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement postsecondaire non supérieur, dans le cadre de la formation initiale.

Autres publications de l'OCDE

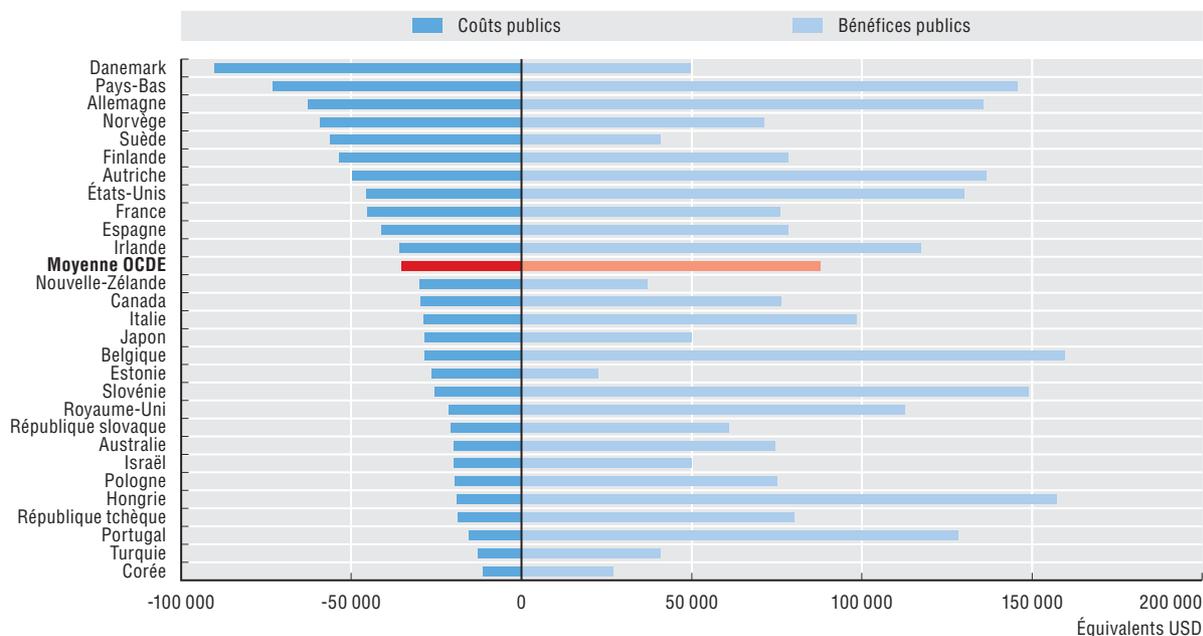
Comprendre l'impact social de l'éducation (2007).

2. LES AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DE L'ÉDUCATION

Quels facteurs incitent la société à investir dans l'éducation ?

Graphique 2.7. **Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de fin d'études supérieures pour une femme, 2008**

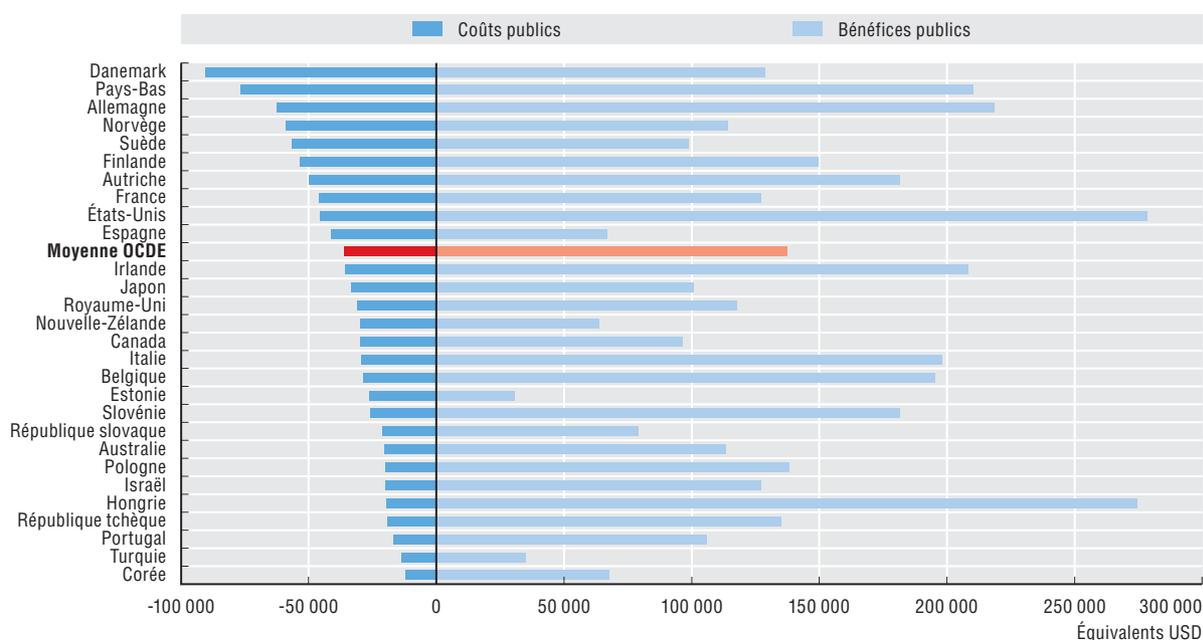
Ce graphique montre la répartition des coûts publics (dépenses directes et manque à gagner en termes d'impôt sur le revenu) et des bénéfices publics (notamment impôt sur le revenu d'un montant plus élevé et besoin de prestations sociales moins important) pour une femme ayant obtenu un diplôme de fin d'études supérieures lors de la formation initiale. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le rendement public net d'un investissement dans des études supérieures pour une femme dépasse 52 000 USD.



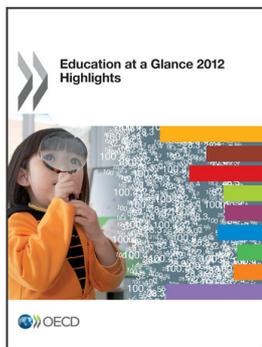
Source : OCDE (2012), *Regards sur l'éducation 2012*, tableau A9.4, voir : <http://dx.doi.org/10.1787/888932682074>.

Graphique 2.8. **Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de fin d'études supérieures pour un homme, 2008**

Ce graphique montre la répartition des coûts publics (dépenses directes et indirectes et manque à gagner en termes d'impôt sur le revenu) et des bénéfices publics (notamment impôt sur le revenu d'un montant plus élevé et besoin de prestations sociales moins important) pour un homme ayant obtenu un diplôme de fin d'études supérieures lors de la formation initiale. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le rendement public net d'un investissement dans des études supérieures pour un homme dépasse 100 000 USD.



Source : OCDE (2012), *Regards sur l'éducation 2012*, tableau A9.4, voir : <http://dx.doi.org/10.1787/888932682074>.



Extrait de :
Education at a Glance 2012
Highlights

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eag_highlights-2012-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2012), « Quels facteurs incitent la société à investir dans l'éducation ? », dans *Education at a Glance 2012 : Highlights*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eag_highlights-2012-13-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.